Table des matières

Préface	7
Introduction	11
TITRE I. Le tribunal de police	13
Chapitre 1. La compétence	13
Section 1. La compétence territoriale	13
§ 1. Généralités	13
§ 2. La question du changement de langue	14
Section 2. La compétence d'attribution	16
Section 3. La compétence en degré d'appel et ressort	18
Chapitre 2. Section civile	20
Section 1. La saisine	21
Section 2. L'expertise	23
§ 1. Subsidiarité des expertises et juges plus actifs	24
§ 2. Planification de l'expertise	25
§ 3. Frais et consignation	29
§ 4. Les recours contre une décision ordonnant une expertise	29
Section 3. Les recours	29
Section 4. Indemnités de procédure et dépens	30
§ 1. Généralités – Définitions	30
§ 2. Les frais de mise au rôle	30
§ 3. Les indemnités de procédure	31
A. La marge de manœuvre du juge	31
B. Les critères d'appréciation	31
C. Le Fonds commun de garantie belge	32
D. Le prévenu et la partie civile	32
§ 4. Tableau	33
Chapitre 3. Section pénale	34
Section 1. La saisine	34
Section 2. Le parquet national pour la sécurité routière	35
Section 3. Les catégories d'infractions	36
§ 1. Les infractions par degré	36
§ 2. Les excès de vitesse	37

Section 4. Les peines	39
Section 5. Les modalités des peines : la suspension, le sursis et la probation	40
§ 1. La suspension du prononcé	40
§ 2. Le sursis	41
§ 3. La révocation de la suspension ou du sursis	43
A. La suspension	43
B. Le sursis	44
§ 4. La peine de probation autonome	45
Section 6. Le délai raisonnable pour les poursuites	47
Section 7. Les recours	47
§ 1. L'opposition	47
A. Recevabilité de l'opposition	49
B. Opposition non avenue	50
C. Possibilité de désistement	51
D. Opposition sur opposition ne vaut	52
E. Effet de l'appel sur la décision déclarant l'opposition non avenue	52
F. Les délais d'opposition restent les mêmes	52
§ 2. L'appel	52
A. Les délais pour interjeter appel (art. 203 C. i. cr.)	52
B. La forme de la requête d'appel	53
C. Le lieu où l'appel doit être introduit	53
D. Le désistement de l'appel	54
Section 8. La prescription en matière de roulage	55
§ 1. Généralités	55
§ 2. Point de départ du délai de prescription	57
§ 3. Le calcul du délai	58
§ 4. L'interruption de la prescription	58
§ 5. La suspension de la prescription	58
TITRE II. La loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière	61
Chapitre 1. Plan	61
Chapitre 2. Évolution de la loi de 1968	64
Chapitre 3. Le permis de conduire	66

Section 1. Les dispositions légales – Texte fédéral	66
Section 2. Les permis de conduire étrangers	67
§ 1. Permis émis par un pays européen	67
A. À durée indéterminée	67
B. À durée déterminée	68
§ 2. Permis émis par un pays non européen reconnu en Belgique	68
§ 3. Permis émis par un pays non européen non reconnu en Belgique	69
Section 3. L'apprentissage	69
§ 1. L'examen théorique	69
§ 2. L'examen pratique	70
§ 3. Remarque: les examens de réintégration	73
§ 4. Le permis de conduire uniforme	73
Chapitre 4. Le délit de fuite	74
Chapitre 5. La conduite sous influence (art. 34 à 37/1)	76
Section 1. Intoxication alcoolique (art. 34)	76
Section 2. Ivresse et état analogue résultant notamment de l'emploi de drogues ou de médicaments (art. 35)	78
Section 3. Récidive (art. 36)	78
Section 4. Incitation à la conduite (art. 37)	79
Section 5. Alcolock (art. 37/1)	79
§ 1. Les différents cas où un alcolock peut/doit être placé	81
A. Alcolock facultatif	81
B. Alcolock obligatoire, mais possibilité d'y déroger	82
C. Alcolock obligatoire	82
§ 2. Alcolock « ciblé »	82
§ 3. Imputation du coût de l'alcolock sur l'amende	82
§ 4. Sanctions en cas de non-respect	83
Chapitre 5 <i>bis</i> . Autres substances qui influencent la capacité de conduite (art. 37 <i>bis</i>)	84
Chapitre 6. Les déchéances (art. 38-49/1)	86
Section 1. Déchéances du droit de conduire prononcées à titre de peine (art. 38 à 41)	86
§ 1. Déchéances facultatives (art. 38, § 1 ^{er}): le juge peut prononcer une déchéance	86
§ 2. Déchéances obligatoires (art. 38, § 2)	87

§ 3. Les examens de réintégration (art. 38, § 3)	88
§ 4. Jeunes conducteurs	89
§ 5. Récidive	89
Section 2. Déchéance du droit de conduire à titre de mesure de sûreté (art. 42 à 44)	91
§ 1. L'article 42	91
§ 2. L'article 43	93
§ 3. L'article 44	94
Section 3. Dispositions communes aux déchéances du droit de conduire (art. 45 à 49/1)	94
§ 1. L'article 45	94
§ 2. L'article 48	95
§ 3. L'article 49	96
§ 4. L'article 49/1	96
Chapitre 7. Immobilisation et confiscation des véhicules	97
Chapitre 8. Retrait immédiat du permis de conduire (art. 55 à 58)	99
Chapitre 8 <i>bis</i> . L'immobilisation du véhicule comme mesure de sûreté (art. 58 <i>bis</i>)	101
Chapitre 9. Imprégnation alcoolique – Test de l'haleine, analyse de l'haleine et interdiction temporaire de conduire (art. 59 à 61)	102
Section 1. Test de l'haleine et analyse de l'haleine – Éthylotest – Éthylomètre	102
Section 2. Obligation d'information	103
Section 3. Homologation	104
Chapitre 9 <i>bis</i> . Autres substances qui influencent la capacité de conduire (art. 61 <i>bis</i> à 61 <i>quater</i>)	105
Chapitre 10. Véhicules équipés d'un éthylotest antidémarrage en cas de condamnation (art. 61 <i>quinquies</i>)	107
Section 1. L'appareil	107
Section 2. Le programme d'encadrement	108
Section 3. Sanction en cas de conduite sans éthylotest antidémarrage ou de non-respect des conditions	109
Chapitre 11. Recherche et constatation des infractions (art. 62 à 64)	110
Section 1. Force probante (art. 62)	110
Section 2. Entrave à la recherche et à la constatation d'infraction (art. 62 <i>bis</i>)	112
Section 3. Analyse de salive (art. 62 <i>ter</i>)	112

Section 4. Prélèvement sanguin (art. 63 et 64)	114
Chapitre 12. Extinction éventuelle de l'action publique moyennant le paiement d'une somme ou après suivi d'une formation	115
Chapitre 13. L'ordre de paiement (art. 65/1)	118
Chapitre 14. Identification du contrevenant (art. 67bis et 67ter)	122
Section 1. Présomption de culpabilité du titulaire de la plaque (art. 67bis)	122
Section 2. Immatriculation au nom d'une personne morale (art. 67ter)	124
TITRE III. L'assurance obligatoire de la responsabilité civile automobile	129
Chapitre 1. La loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs	129
Section 1. Dispositions préliminaires (art. 1 ^{er})	130
Section 2. L'assurance obligatoire (art. 2 à 9)	132
§ 1. Principe	132
§ 2. Véhicules automoteurs	132
A. Définition générale	132
B. L'attelage	133
C. Les remorques	133
D. Le véhicule automoteur désigné/le véhicule automoteur assuré	134
§ 3. La circulation du véhicule	134
§ 4. Obligation de souscrire un contrat d'assurance	135
A. Régime général	135
B. Véhicules dispensés d'assurance	135
§ 5. Objet de l'assurance : la responsabilité liée à l'usage du véhicule désigné	137
A. La base légale	137
B. Les personnes lésées	138
C. Propriétaire, détenteur et tout conducteur	138
D. Toute personne transportée	139
E. Les personnes qui sont civilement responsables des personnes précitées	139
F. Exclusion des personnes qui se sont rendues maîtres du véhicule par vol, violence ou recel	140
ANTHEMIS	243

G.	Exclusion des dommages au véhicule assuré	140
H.	La loi applicable	142
§ 6.	Exclusion des courses (art. 4 et 8)	143
§ 7.	Recours subrogatoire de l'État (art. 5)	144
§ 8.	Assurance et immatriculation des véhicules (art. 6)	144
§ 9.	Certificat d'assurance (art. 7)	145
Section 3.	Bureau de tarification (art. 9 <i>bis</i> à 9 <i>quinquies</i>)	146
Section 4.	Des véhicules appartenant à l'État ou à certains organismes publics (art. 10 et 11)	146
§ 1.	Dispense légale	146
§ 2.	Dispense réglementaire	147
§ 3.	Les véhicules de l'OTAN	147
§ 4.	Dispense diplomatique	147
Section 5.	De l'action de la personne lésée contre l'assureur et le représentant chargé du règlement des sinistres (art. 12 à 19)	148
§ 1.	Le représentant chargé du règlement du sinistre (art. 12)	148
§ 2.	Dispositions relatives à l'introduction et à la poursuite de l'action (art. 13 à 16 <i>bis</i>)	149
A.	Article 13, tel que modifié par la loi du 17 mars 2024: offre d'indemnisation	150
B.	Article 14, tel que modifié par la loi du 17 mars 2024: réponse motivée	153
C.	Article 15: le tribunal compétent	155
D.	Article 16: inopposabilité des exceptions	156
E.	Article 16 <i>bis</i> : droit de recours de l'assureur	156
Section 6.	De l'opposabilité aux personnes lésées des événements ou clauses mettant fin au contrat d'assurance, suspendant celui-ci ou la garantie qui en fait l'objet (art. 17, 18, 19)	157
Section 7.	Des règles relatives à la réparation de certains dommages causés par des véhicules automoteurs (art. 19 <i>bis</i> -1 à 19 <i>bis</i> -18)	158
§ 1.	Le Bureau belge des assureurs automobiles (BBAA)	158
§ 2.	Le Fonds commun de garantie belge (FCGB)	161
A.	La mission d'information (art. 19 <i>bis</i> -6 à 19 <i>bis</i> -10)	161
B.	La mission d'indemnisation (art. 19 <i>bis</i> -11 à 19 <i>bis</i> -12)	163
C.	La tarification	168

D.	La mission d'intérêt général	168
E.	Les aspects procéduraux: les délais pour agir et la forme des déclarations	169
F.	Le recours subrogatoire du Fonds	171
G.	Extension au FCGB des dispositions prévues par les articles 13 et 14 de la loi du 21 novembre 1989	173
Section 8.	Dispositions pénales (art. 19bis à 29)	173
§ 1.	La saisie ou l'immobilisation du véhicule	173
A.	Les cas de saisie ou d'immobilisation du véhicule	173
B.	La différence entre la saisie ou l'immobilisation	173
C.	Conséquences	174
D.	La levée de la mesure	174
E.	La vente du véhicule-recours	174
§ 2.	Les peines (art. 22 à 29)	175
Section 9.	De l'indemnisation de certaines victimes d'accidents de la circulation	175
§ 1.	Les usagers faibles (art. 29bis)	175
A.	Bref rappel historique	176
B.	Les usagers faibles	177
C.	Les conditions d'application de l'article 29bis	178
D.	Les bénéficiaires de l'indemnisation	188
E.	Les débiteurs de l'indemnisation	191
F.	Les personnes subrogées à la victime	191
G.	La procédure	194
H.	Les recours	194
§ 2.	La victime innocente (art. 29ter)	197
Chapitre 2.	Conditions minimales des contrats d'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs	201
Section 1.	Les définitions	201
Section 2.	L'action récursoire	202
§ 1.	Introduction	202
A.	Raison d'être	202
B.	Les textes légaux	203
C.	Les textes réglementaires (art. 44 à 49 et art. 55 des conditions minimales des contrats d'assurance RC auto)	203
§ 2.	Notification de l'intention d'exercer un recours	206
	ANTHEMIS	245

A.	Le moment de la notification	206
B.	Le contenu de la notification	207
C.	La forme de la notification	208
D.	Le destinataire de la notification	208
§ 3.	L'objet et l'assiette du recours	208
A.	Le principal	208
B.	Les intérêts	209
§ 4.	Le lien de causalité	210
§ 5.	La prescription	211
§ 6.	Compétence du tribunal de police	211
 TITRE IV. Les conventions collectives Assuralia et le constat amiable d'accident		 213
Chapitre 1.	Le constat amiable d'accident	213
Section 1.	Généralités	213
Section 2.	La force probante du constat amiable d'accident	215
Section 3.	Les déclarations de témoins	217
Section 4.	La charge de la preuve	218
Chapitre 2.	Les conventions Assuralia en matière d'assurance automobile	220
Section 1.	Les conventions expertise et RDR	220
§ 1.	Introduction	220
§ 2.	La convention expertise	221
§ 3.	Le fonctionnement du RDR	222
Section 2.	Règlement avec accord	223
§ 1.	Règlement d'initiative	224
§ 2.	Règlement avec accord	224
§ 3.	Opposabilité à l'assuré	224
§ 4.	Règlement avec le Fonds commun de garantie belge	225
Section 3.	La convention « heurt de véhicules » (1 ^{er} avril 1994)	225
Section 4.	La convention RC auto/RC exploitation (1 ^{er} mars 1994)	226
Section 5.	La convention « victimes innocentes »	227
§ 1.	Introduction	227
§ 2.	Conditions d'application	227
Section 6.	La convention « article 99 »	229

Section 7. La déclaration d'engagement carambolages (1 ^{er} mars 2004)	230
TITRE V. Les directives européennes en matière d'assurance automobile	233
Introduction	233
Chapitre 1. La première directive	234
Chapitre 2. La deuxième directive	234
Chapitre 3. La troisième directive	234
Chapitre 4. La quatrième directive	235
Chapitre 5. La cinquième directive	236
Chapitre 6. La directive 2021/2118 du 24 novembre 2021	238